

La Voix Syndicale

de l'Essonne

Prix 1,50 €

N° 134

Trimestriel de l'Union Départementale CGT de l'Essonne

Élections Ampere à Renault-Lardy
La CGT progresse de 7,54 %



pages 4 et 5

Deux mois d'action
à la mairie de Draveil
Les Territoriaux signent
un protocole gagnant



pages 6 et 7

Collectif UD 91 Femmes Mixité
Comment prolonger
la journée du 8 mars

page 10



La Voix Syndicale
de l'Essonne

12 Place des Terrasses de l'Agora
91034 Évry Cedex

Directrice de publication:
Véronique Josien

tél. 01 60 78 28 41 - fax 01 60 78 55 43
ud91@cgt.fr

Commission paritaire N° 0725 S 06300

Sommaire

- Coopération CGT et Confédération Paysanne ? (p.2)
- Constats et objectifs pour 2024 (p.3)
- Nouveau mode de direction à l'UD CGT 91 (p.8-9)
- Éducation: coup de rabot et tri social (p.11)
- Nouveau secrétaire général à l'UL de Brétigny (p.12)
- Précisions sur le « droit du sol » (p.13)
- Grève victorieuse des femmes de chambre Elior (p.14)
- Les salaires en ville de la Fonction Publique (p.15)
- GHNE: Saclay à la rentrée (p.16)
- Mouvements sociaux à la CPAM 91 (p.17)
- La parole des femmes à l'USR CGT (p.18)
- Le vote des femmes a 80 ans (P.19)

Agriculture et progrès écologique en Essonne

Vers des coopérations locales entre Confédération Paysanne et CGT ?

Vue de la télé, l'Essonne n'était pas concernée par les mouvements d'agriculteurs début 2024. C'est courte vue. Territorialement et socialement, l'agriculture, ses acteurs et ses usagers sont un vrai sujet pour le département.

«Un territoire comme l'Essonne pourrait être au cœur d'une transition écologique et sociale majeure de la société avec ses 45% de surface agricole. D'autres politiques publiques pourraient jeter les bases d'une belle dynamique territoriale, d'un bien-vivre essonnien ». C'est un agriculteur qui le dit. Florent Sebban dirige avec Sylvie Guillot la ferme Sapousse, créée en 2011. 4,7 hectares à Pussay, village de 2200 habitants à 15 kilomètres au Sud-Est d'Étampes. Productions de maraîchage, arboriculture fruitière, plantes médicinales et apiculture, en vente directe par le système AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) à environ 500 familles de la région.

Minorité active

La formule est minoritaire en Essonne et en Île-de-France. Céréales et cultures industrielles dominant largement (88%) un secteur agricole à faible population. Les 853 exploitants (chiffres 2016) sont noyés dans le 1,2 million d'Essonnien.ne.s et le 0,4 % d'agriculture, sylviculture et pêche est en queue de peloton pour l'emploi, avec 1 078 salariés, dont 234 en CDI. Le métier n'est pas à la portée de chacun.e : l'hectare de terres libres valait 10 250 euros en 2017.

La domination de l'agro-business se traduit dans les élections aux Chambres d'Agriculture. En 2019 pour l'Île-de-France, 48,80% des 5 688 inscrits mettent la FNSEA-JA (Jeunes Agriculteurs) à 72,16%, la Coordination Rurale à 19,90% et la Confédération Paysanne à 7,94%. À l'encontre d'une idée reçue disant que la gauche agricole n'existe pas en région parisienne. Minoritaire, certes, mais présente et active. Ce que confirme Florent Sebban, militant Confédéré Paysanne. Quel rôle les autres syndicats de l'Es-

sonne ont-ils joué dans le mouvement de début 2024? «Les dirigeants de la FNSEA ont demandés moins de normes sur l'environnement devant les ministères. Alors que dans le pays, les agriculteurs sont sortis de leurs fermes pour crier leur besoin de revenu et de reconnaissance. Le refus des accords de libre échange et la demande

Sebban et de la Confédération Paysanne ont des échos dans le syndicalisme ouvrier. « 12% des ménages franciliens sont en insécurité alimentaire pendant que les conditions de vie des agriculteurs et des salariés sont étranglés par le dogme libéral mortifère qui organise la compétition de tous contre tous ».



(Photo Ferme Sapousse)

de financer la transformation écologique de l'agriculture étaient en tête de bien des cortèges. Même si quelques très grandes fermes s'approprient les subventions et le foncier, de nombreux agriculteurs sont aujourd'hui en souffrance et le rôle du libre échange et de la dérégulation générale de l'économie dans cette crise est bien ressorti. 26% des agriculteurs vivent sous le seuil de pauvreté ».

Un dogme libéral mortifère

Ce n'est pas le cas à la ferme Sapousse, mais la fortune est loin. 115 000 euros de chiffre d'affaires annuel permettent deux revenus mensuels à 1 850 euros net. Le nombre d'heures n'est pas compté. Pas de salariés, mais des jeunes en formation par un système de compagnonnage, et des projets d'extension. « Nous venons de planter un verger de pommiers à jus. L'idée est de faire des jus d'ici quelques années ». Le respect de l'environnement va de soi. Politiquement, les analyses de Florent

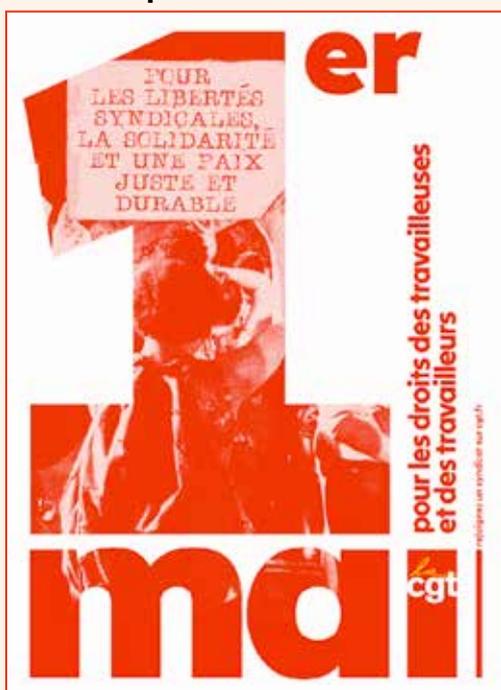
Le constat s'accompagne de solutions : régulation des marchés agricoles avec prix garantis ; soutien prioritaire aux entreprises locales augmentant les salaires ; création d'emplois de qualité dans de nouvelles fermes ; meilleure santé par une agriculture sans pesticides améliorant l'air et l'eau ; éradication de la précarité alimentaire des enfants par des régies agricoles communales ou inter-communales ; investissement massif dans les services publics de proximité, etc.

Le voisinage d'analyses et de revendications entre Confédération Paysanne et CGT a été observé de part et d'autre. «La situation nous amène à approfondir les contacts», dit Ollivier Champetier, de l'UD CGT 91. Florent Sebban est-il partisan d'une coopération locale? «Absolument», dit-il, évoquant «des campagnes communes dans le cadre d'AES, des mobilisations locales contre les projets de data centers ou d'usines de méthanisation, l'expérimentation locale d'une Sécurité Sociale de l'alimentation... »

Constats et objectifs pour 2024

« *La lutte contre l'extrême droite et la loi Immigration est une urgence renouvelée... »*

Le 15 mars, la CGT fêtait les 80 ans de l'adoption du programme « Les jours heureux », qui aujourd'hui résonne encore par sa modernité. Il retentit toujours, car comme dans la période qui a précédé la seconde guerre mondiale, le capitalisme est en crise systémique, les libertés collectives et individuelles sont menacées, la justice sociale est attaquée. Notre république est à bout de souffle avec une montée des idées d'extrême droite les plus odieuses.



Le début de l'année 2024 a vu de nombreuses professions et entreprise lutter pour des augmentations de salaires. Alors que les dividendes versés aux actionnaires ont atteint un record pour l'année 2023, les salariés doivent subir l'inflation et se serrer la ceinture. Cette situation n'est plus possible, nous devons pouvoir vivre de nos salaires ! Le patronat et le gouvernement portent une lourde responsabilité en refusant de remettre en place une échelle mobile permettant d'augmenter tous les salaires à minima à hauteur de l'inflation. Pire encore, à travers la prime d'activité, ils accentuent le phénomène des travailleurs pauvres qui ne peuvent pas vivre dignement de leur seul salaire.

Salaires et égalité

Quand le premier ministre Gabriel Attal s'invite au 20 heures de la télé publique ou privée, le message est clair: pas de taxation des superprofits et pas de hausse d'impôts non plus. Ce sont les plus fragiles qu'on va taper avec une troisième réforme de l'assurance chômage en cinq ans. Parmi les potions du gouvernement, la baisse de l'indemnisation des privés d'emploi passerait de 18 mois à 12 mois. Toutes les études montrent que la réduction des droits des chômeurs n'a aucun effet sur le niveau de l'emploi. En revanche, on sait que ces réformes ont favorisé l'appauvrissement des personnes concernées. Que Monsieur Attal le veuille ou non, la question des salaires et du pouvoir d'achat reste la préoccupation principale dans notre pays. Les salaires réels sont en recul de 5% entre 2020 et 2023 selon la Dares et il y a trois millions de smicards, soit près de 20%. Un record ! La question de l'égalité salariale a été au cœur de nos revendications, pour la journée internationale du droit des femmes le 8 mars, qui fut un beau succès avec 100 000 personnes à Paris. Et dans la continuité, le 15 mars, nous avons diffusé le film, « *Il reste encore demain* » à Itteville dans le cadre d'un projet d'éducation populaire, et de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. (Lire page 10)

Une chose est sûre, les salariés, les retraités, les privés d'emploi ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour obtenir des augmentations de salaires, des pensions et des minima sociaux.



Du Panthéon à Gaza

Ce début d'année fut aussi marqué par la panthéonisation des résistants Melinee et Missak Manouchian et des 23 FTP-MOI qui ont résisté avec courage aux Nazis et au gouvernement français collaborationniste. 80 ans après, ils sont enfin reconnus par l'État comme les héros de la Résistance française, qui a préparé ces « Jours Heureux », à l'origine du système social que patronat et gouvernement veulent mettre à bas. Cet anniversaire souligne la monstruosité de la chasse aux immigrants qui sévit depuis des années et s'aggrave. La « Loi Immigration », bâtie par les héritiers du racisme pétainiste et décalquée par la Macronie, est une insulte à notre histoire, à la mémoire des martyrs de l'Affiche Rouge et à toutes celles et ceux, venus d'ailleurs, qui font fonctionner la France d'aujourd'hui.

2024 doit aussi être l'année des cessez-le-feu. Ce qui se passe à l'étranger, dans le monde entier, ne peut nous être indifférent. La CGT continuera de faire entendre la voix de la paix, de l'Ukraine à la Palestine. Le conflit à Gaza et les opérations menées par les troupes de Benjamin Netanyahu ont déjà fait des dizaines de milliers de victimes et la tuerie continue. La punition collective infligée par un gouvernement d'extrême droite au peuple palestinien se poursuit en bloquant militairement l'accès à l'aide humanitaire pour l'ensemble de la bande de Gaza. Rien ne fera taire la CGT pour dénoncer les crimes, où qu'ils aient lieu. La guerre est l'ennemie des travailleuses et des travailleurs. Les canons doivent se taire de Gaza à Kiev.

Alexandre Fels

Succès CGT aux élections à Renault-Lardy

La direction persiste cependant dans la « politique des miettes »

Du 5 au 8 février 2024, les élections Ampere SAS se sont tenues dans le groupe Renault. À Lardy comme ailleurs, elles montrent une augmentation de la participation et du vote CGT. La direction enregistre le mécontentement grandissant, sans renoncer à sa « politique des miettes », celles que reçoivent des salariés face à des résultats financiers hors de proportion. Les menaces de délocalisation des études et de la production françaises se confirment.



Réunion à Renault-Lardy (Photo CGT)

« Forte progression de la CGT à Lardy », commentait le syndicat gagnant début février. « Même si le découpage de l'entreprise complique l'analyse, le résultat à Lardy, où 80% de l'effectif a basculé dans Ampere SAS, confirme que les salariés ont envoyé un message clair à la direction par leur vote : les promesses de reconversion ne suffisent plus. Dans le même temps, le syndicat qui revendique le plus sa participation à la commission E-Lardy (censée gérer la transition vers l'électricité), la CFDT est sanctionnée d'une forte baisse ».

On doit noter que la création récente d'Ampere SAS a changé la portée de l'élection professionnelle. « La découpe du groupe Renault en plusieurs entreprises », explique

Un mouvement inverse

Le vote est marqué par deux changements majeurs : la participation en hausse de 12,16% et le résultat de la CFDT, qui perd 7,70% alors que la CGT progresse de 7,54%. L'augmentation des votants et de la participation peut être le signe d'un retour au vote de la part de salariés chez qui le profond malaise devant l'évolution du site et de l'emploi commence à se transformer en colère.

Le mouvement inverse chez les deux syndicats leaders est marqué dans tous les collèges et les sites. « En 2021-2022 », estime un dirigeant CGT, « un certain nombre de

	Participation	CFDT	CFE-CGC	CGT	FO	SM-TE	SUD
LARDY Renault - 2023	66.19%	34.72%	25.54%	34.72%	1.34%	Pas présent	3.67%
LARDY Ampere SAS - 2024	78.35%	27.02%	25.40%	42.26%	0.00%	2.54%	2.77%
Variation	+12.16	-7.70%	-0.14%	+7.54	-1.34%	+2.54	-0.90%

le secrétaire général CGT-Lardy, Florent Grimaldi, « s'accompagne d'un véritable patchwork au niveau des instances représentatives du personnel. La nouvelle société Ampere SAS couvre par exemple une partie des sites de Lardy, Guyancourt, Aubevoye, Cléon, Villiers-St-Frédéric et Boulogne ! Même chose pour les autres filiales Ampere Software Technology et pour ce qui est resté chez Renault. Une véritable complexité pour militer syndicalement, ce qui n'est bien sûr par le fruit du hasard. Pour comparer les évolutions des votes, cela devient aussi plus ardu mais, sur le site de Lardy, 80% des salariés ont basculé dans Ampere SAS, ce qui rend la comparaison aux résultats électoraux d'il y a à peine un an, aux élections de février 2023, plus solide ».

salariés a encore voulu croire aux promesses de la direction relayées par la CFDT au sujet des reconversions vers l'électricité, malgré nos alertes et mobilisations. Ne voyant rien arriver de concret, ou si peu, et surtout aucun plan de reconversion global, ils ont probablement pris conscience que les promesses n'engagent que ceux qui y croient ! En un an, la variation est forte mais les questions d'emplois et d'avenir des activités sont tellement importantes que la prise de conscience peut être rapide et massive. Reste maintenant à transformer un vote en mobilisation active pour exiger le maintien de tous les emplois et la reconversion de tous, salariés Renault, Ampere et sous-traitants ».

Le gadget « made in France »

Le renouveau d'intérêt pour l'élection s'est manifesté dès la recherche de candidats, avec un écho inhabituel, à Lardy ou au Technocentre de Guyancourt (Yvelines), où la CGT n'est plus représentative depuis 2019. La campagne a même permis d'envisager une activité conjointe CGT sur les deux sites. « Je ne pense pas que nos arguments aient été

fondièrement différents ou mieux exprimés que l'an dernier », dit Florent Grimaldi. « Et la dynamique de campagne était aussi positive en 2023. Ce que nous disons est surtout plus en phase avec ce que les salariés veulent exprimer maintenant.

Quant au travail quotidien, il paye, nous sommes à un niveau important de votes CGT pour un centre d'ingénierie. 71% de votes chez les techniciens et 24% chez les cadres, ce sont des scores élevés pour la CGT. Mais, là aussi, il ne date pas de cette année. Nous avons les moyens de le poursuivre avec plus d'élus que nous espérons, c'est important pour la suite et les possibilités de mobilisation ».

Elle sera plus nécessaire que jamais car la direction de Luca de Meo n'a rien abdiqué de son découpage façon puzzle du groupe Renault, qu'elle essaie de camoufler par un nouvelle tendance maison « made in France ». Le 27 février, « La Croix » titrait « La voiture made in France a-t-elle encore de l'avenir ? » et faisait de l'assemblage de la R5 électrique à Douai (Nord) « un symbole et l'espoir d'une renaissance qui dépasse de loin celle d'une voiture emblématique des décennies 1970, 1980, 1990 ».

La légende de Ford

La CGT Renault-Lardy est beaucoup plus réaliste sur cette voiture à portée de tous que présente la presse mainstream à partir des éléments de langage de la direction. « Non, ce n'est pas encore une voiture pour « tout le monde », les prix risquent d'être encore élevés, notamment pour les versions qui assurent des charges rapides. C'est la remplaçante de la Twingo, prévue en 2026, qui devrait ouvrir chez Renault la voiture électrique à une partie plus large de la

Manifestation au Technocentre de Guyancourt (Photo CGT)



population. Mais les choses sont quasiment annoncées : elle serait produite en Slovaquie et développée en coopération avec Volkswagen, avec un assemblage de technologies déjà existantes et provenant du constructeur

Il y aurait assez de sujets à défricher pour que tous les centres techniques, en France comme en Espagne et en Roumanie, aient de quoi travailler. « Pour cela, il faudrait remettre en cause le découpage de Renault,

et commerciales sur l'avenir des motorisations, la focalisation d'une bonne partie de l'ingénierie en France sur les seuls véhicules particuliers électriques à batterie est dangereuse. A Lardy comme au Technocentre ou à Cléon, il faudrait travailler également sur les carburants synthétiques et l'hydrogène pour Moteurs à Combustion Interne ou sur la Pile à Combustible.

à l'occasion du deuxième mandat avec une hausse « substantielle » du salaire en cash ».
(2)

400 euros pour tout le monde

Les salariés n'en ont pas eu tant. Selon la CGT-Lardy, « la direction a octroyé des miettes pour nos salaires dans une parodie de « négociation » (une seule réunion) dont le scénario était entièrement écrit à l'avance ».

Même cumulées, ces mesures sont loin de compenser les deux années d'inflation « record ». La prime d'intéressement financier versée en mars fera du bien au compte en banque de beaucoup mais, sur le moyen terme, cela ne règlera pas les problèmes.

L'argent ne manque pourtant pas. Avec les 500 millions d'euros de dividendes versés aux actionnaires, en hausse de + 640 %, Renault aurait pu augmenter les

salaires des 100 000 salariés du groupe dans le monde de plus de 400 euros bruts par mois ! « Mais leur logique », dit un tract, « c'est toujours plus pour les plus riches » et « toujours rien pour ceux qui produisent les richesses ».

(1) - La Ford T est une voiture fabriquée de 1908 à 1927 et vendue à plus de 16 millions d'exemplaires. La légende du patron Henry Ford, raciste et antisémite, veut que le prix ait été calculé pour que ses ouvriers à la chaîne puissent l'acheter. « Un ouvrier bien payé est un excellent client ».

(2) - « Les Échos », 13 février 2024.



Sophie Binet dans une manifestation contre la fermeture de Renault-Flins (Photo CGT)

allemand ou de fournisseurs chinois. C'est le premier véhicule développé au sein d'Ampere, annoncé partout comme la filiale électrique « 100% Française ». Nous ne croyons pas aux solutions nationalistes mais ces choix montrent la durée de vie des promesses de Renault... D'ailleurs, le projet de la remplaçante de la Twingo s'appelle « Legend », ça aurait dû en mettre certains sur la voie ! Pour l'instant, on est loin de la Ford T (1) : les ouvriers, les techniciens et mêmes les ingénieurs de Renault n'ont pas les moyens de s'acheter les véhicules électriques qu'ils conçoivent et produisent. Pour que ça change, il faudrait que les salaires augmentent et que Renault rogne sur ses marges ! »

c'est vrai ! », observe la CGT. « Mais la direction générale a bien remis en cause la mise en Bourse d'Ampere. Si elle a su faire preuve de « pragmatisme » à ce sujet, pourquoi ne pas revenir à la raison sur d'autres ? »

(2) - « Les Échos », 13 février 2024.

Découpage à revoir

Une partie de la R5 a été développée à Lardy et, pour la Twingo, il y aura aussi des activités mais probablement moindres. La CGT maintient son opposition à la découpe de Renault et à la délocalisation complète des activités thermiques et hybrides. Du fait des incertitudes tech-



(Photo CGT)

Les salaires demeurent un sujet bouillonnant, surtout devant celui du PDG Luca de Meo. Sa rémunération annuelle de 4,5 millions d'euros s'est accompagnée en février 2024 d'un « package mis en place

Deux mois d'action à la mairie de Draveil

Les Territoriaux CGT signent un protocole gagnant

C'est une victoire sur des conditions de travail dégradées et une surdité volontaire de la direction municipale depuis des années. Deux mois de lutte, largement soutenue par les employés territoriaux de Draveil, marquent aussi un succès d'organisation entre le syndicat de Draveil et la CSD CGT.

Au Conseil Municipal draveillois de décembre 2023, la majorité de droite maintient une majoration de 15 % de l'indemnité du maire et de ses adjoints. Les élus refusent aussi le versement de la prime de pouvoir d'achat aux agents. La grosse goutte fait déborder un vase trop plein et la CGT réagit aussitôt. « *Après la prime Covid2 tombée aux oubliettes, c'est la deuxième claque infligée avec mépris par notre employeur au personnel de la commune* », dit un tract CGT. « *Par manque de personnel, les structures sont amenées à fonctionner en mode « dégradé » au détriment des usagers et des salariés. Nous avons déposé un préavis de grève le 11 janvier pour laisser à Monsieur le Maire la possibilité d'ouvrir des discussions* ».



Delphine Setti, la secrétaire des Territoriaux CGT, déclare : « *Nos conditions de travail sont déplorables, les agents sont balad s de service en service pour boucher les trous. Les arrêts de maladie ne sont pas remplacés. Les présents sont contraints de faire le travail de deux personnes* ».

20 ans de contentieux

Une pétition CGT contre le refus de la prime a recueilli 250 signatures sur 574 agents. Mercredi 17 janvier, les employés, animateurs, agents d'entretien et de cantine sont en grève. Selon la loi, le préavis a été déposé cinq jours avant. Le maire n'a pas daigné proposer une rencontre de négociation. La journée comporte une mobilisation devant la mairie à 11h30, un trajet jusqu'au centre administratif, et retour à 13h30. « *Cette organisation était pour le lundi, mardi, vendredi, et le jeudi le trajet passait par le marché de Draveil avec distribution de tracts* », précise Stéphanie Lepera, qui anime la CSD 91 de la CGT Services Publics.

La grève est rapidement soutenue par des parents d'élèves qui participent à un pique-nique devant la mairie avec les enfants et appellent à la négociation. Cette fois, le maire LR Richard Privat sent le vent de la balle et montre que le message a été

entendu. Il faudra cependant plus de deux mois, jusqu'au 22 mars, pour signer un protocole d'accord. Le contentieux est lourd parce que le conflit vient de loin.



Défilé revendicatif en ville (Photo CGT)

« *Depuis 20 ans, il n'y avait pas de vrai dialogue social, à part une ou deux réunions avec le maire-adjoint aux Finances et la DRH* », explique une dirigeante CGT. « *Le syndicat se battait pour essayer d'avoir un protocole d'accord sur l'exercice syndical. Aucun cadre r glementaire avant ce mouvement, c'était très compliqué. Il y a eu des entraves, des refus non motivés d'heures syndicales, de congés formation. Des camarades ont des carrières bloquées, avec des changements de poste. On nous expliquait à l'oral que c'était en lien avec le syndicat...* »

Les revendications

Cette fois, le vent a tourné et le mouvement dure, avec une relation continue entre syndicat et agents, tenus régulièrement au courant des négociations. Dans un tract du 1 r février 2024, la CGT  crit : « *Le mouvement social des agents de la collectivité de Draveil s'appuie sur trois revendications principales: le versement d'une prime pouvoir d'achat; la sécurisation et la pérennité des contrats et de l'emploi des agents; la revalorisation des revenus des agents de « première ligne » et la prise en compte de la pénibilité et des particularités de ces emplois. Nous prenons acte des propositions qui nous sont faites et du maintien du dialogue. Toutefois l'accord de « sortie de crise » ne pourra être que global et doit donc répondre et apporter des solutions à ces trois axes* ». L'arrivée des vacances scolaires d'hiver, le 10 février 2024, ne fait pas fléchir le mouvement, même si la mairie tente de jouer la montre en faisant le gros dos.

« *La principale raison du mouvement et de sa durée* », estime Stéphanie Lepera, « *a été les conditions de travail dégradées, une surcharge par manque de personnel et son non-remplacement, pas de matériel adéquat, le manque de reconnaissance et de stabilité des emplois, avec de plus en plus de contractuels. Tous les agents périscolaires, ATSEM, animateurs, agents logistique et crèche, soit la majorité des agents de Draveil, n'en peuvent plus de se donner à 200% pour le service public, et n'avoir aucun signe de reconnaissance, aussi bien financier que prestations sociales* ».

Les points de bascule

La grève du 17 janvier a été le résultat d'une prise de conscience par une grande partie du personnel que le soutien à la CGT pouvait changer son quotidien professionnel. « *Je n'avais jamais vu ça* », disait une ATSEM devant le défilé syndical en ville soutenu par des parents d'élèves. C'est aussi pour beaucoup une libération de la parole. « *Le Maire et ses Adjointes s'augmentent et ils osent nous déclarer qu'il n'y a plus d'argent pour le bon fonctionnement de nos cantines scolaires et assurer une restauration digne de ce nom pour les enfants* », disait Aline, rejointe par Chantal : « *J'avais jamais fait grève, mais là, trop c'est trop, j'ai 40 ans, j'ai le dos cassé, on fait le boulot de deux agents, on est considéré comme des moins que rien ...* ».

En février et jusqu'en mars, rien n'est joué et la direction municipale tente par tous les moyens d'affaiblir le mouvement. Deux facteurs vont cependant l'amener à composer. La population, en particulier les parents d'élèves, est de plus en plus mécontente devant les perturbations apportées au service public, surtout dans les écoles et les cantines. L'irritation est telle que les Renseignements Territoriaux passent un coup de fil au maire pour lui demander de calmer le jeu, ce qui semble avoir produit de l'effet.

Le second facteur est l'organisation de la CGT. Le syndicat des Territoriaux de Draveil a des dirigeant.e.s efficaces, comme Delphine Setti, et a gardé tout au long du conflit un contact étroit avec la CSD 91, l'UD CGT de l'Essonne et la Fédération des Services Publics. « *La coordinatrice 91 a été présente tous les jours et surtout aux rendez-vous de négociation* ».

Tache d'huile à droite

Le protocole d'accord est daté du 29 février, mais signé officiellement le 22 mars entre Delphine Setti pour la CGT et Richard Privat pour la mairie, avant d'être envoyé au syndicat.



Une nouvelle dimension pour les Territoriaux CGT (Photo CGT)

Résultats principaux: paiement de 50% des jours de grève; obtention de la prime de pouvoir d'achat, à hauteur de 50% des montants du décret; planning de réunions sur le temps de travail; pérennisation des contrats, avec proposition sur der-



La signature du protocole (Photo CGT)

nier trimestre 2024; respect de l'instance FSSSCT (Formation Spécialisée Santé Sécurité et Conditions de Travail); étude de la refonte du RIFSEEP (régime indemnitaire, NDLR).

Pour la CSD 91, le bilan est positif. « *On a obtenu ce que les agents voulaient* », ajoute Stéphanie Lepera, « *mais le travail n'est pas fini, et si les réunions de travail n'aboutissent pas, le mouvement sera relancé. Le bilan est positif pour toutes les CGT Services Publics 91, puisque cela a permis de montrer que la lutte paye* ».

C'est une autre avancée du conflit de Draveil. Il n'est pas sûr que les maires de droite en Essonne applaudissent l'exemple de Richard Privat. Pendant le mouvement, les Territoriaux CGT de Juvisy ont également posé un préavis de grève, et tout de suite obtenu 50% de la prime également. La CGT Territoriaux de Montgeron a aussi écrit à la mairie. Ils ont obtenu 50%, après avoir informé que la CGT déclencherait un mouvement « *comme à Draveil* ». Commentaire d'une militante pince-sans-rigue : « *Ça a donc permis à d'autres syndicats d'obtenir la prime sans faire grève* ».

Nouvelle donne

Pour le syndicat CGT des Territoriaux de Draveil, la signification du succès est encore plus forte. Elle marque la fin d'une mise au placard pendant plus de 20 ans, sous le règne de Georges Tron puis de son successeur. Par le protocole du 29 février 2024, le maire reconnaît au co-signataire le statut d'interlocuteur social à égalité de droits. « *Ce mouvement a montré aux élus que la CGT n'était pas juste deux ou trois agents qui se font des films dans leur coin et qu'un réel rapport de force existe* », dit une dirigeante syndicale. « *C'est un mouvement historique pour Draveil. Sur les 40 dernières années, on n'avait pas eu une telle mobilisation. Les élus tenaient tout. Ça nous donne une force pour les prochaines batailles, aussi bien au syndicat local, qu'à tous les syndicats CSD. Chez nous, la CGT a gagné de nouveaux adhérents et les camarades déjà investis ont trouvé le résultat de leurs efforts* ».

Nouveau mode de direction à l'UD CGT 91

Comment faire fonctionner le co-sécrétariat de Véronique Josien et Alexandre Fels ?

C'est une nouveauté dans la pratique de l'Union départementale, mais elle avait été validée par le congrès de 2023 à Évry. Le secrétaire général réélu, Ollivier Champetier, devait s'effacer progressivement pour laisser la direction de l'UD à un co-sécrétariat, inédit jusqu'alors. Le début 2024 est passé de la théorie à la pratique. La Voix Syndicale a demandé aux deux co-sécrétaires, Véronique Josien et Alexandre Fels, de définir les nouveaux principes et méthodes de direction. L'une et l'autre ont décidé de donner des réponses jointes.

La Voix Syndicale. Le Congrès 2023 de l'UD CGT 91 a élu Ollivier Champetier comme secrétaire général et prévu un glissement progressif vers un co-sécrétariat composé de vous deux. Où en est-on de cette décision ? Quelle place occupe désormais Ollivier Champetier ?

Véronique Josien et Alexandre Fels. Tout d'abord nous tenons personnellement à remercier Ollivier Champetier pour son investissement et sa disponibilité pendant toutes ces années. Il a toujours été (et est encore !) à l'écoute des camarades sans relâche. Assurer une passation n'est jamais chose facile, mais nous savons pouvoir compter sur lui. Alors, c'est important de saluer un tel engagement, car on oublie trop souvent de le faire dans notre organisation. La Commission Exécutive du 9 janvier 2024 a élu à l'unanimité Alex Fels et Veronique Josien comme co-sécrétaires généraux de l'UD 91, comme cela avait été présenté au congrès de février 2023. Aujourd'hui Ollivier est toujours membre du Bureau et de la CE de l'UD. Il conserve la responsabilité de certains gros dossiers comme la Maison des Syndicats et son comité de gestion, ainsi que le collectif AES91. Il apporte son aide sur de nombreuses questions, notamment de vie syndicale et de suivi de certaines UL pour le bureau.

LVS. Comment peut s'exercer pratiquement un co-sécrétariat : partage des compétences, des missions, du temps de travail, des signatures, etc, ou gestion pragmatique de la vie quotidienne de l'UD ? En cas d'avis différent des co-sécrétaires, comment se fait la décision : vote en Bureau, en CE, autre ?

VJ et AF. Pourquoi un co-sécrétariat ? C'est une décision collégiale que nous avons-nous même proposée. En effet,

LVS. La CE s'est-elle prononcée sur une feuille de route commune et individuelle ?

VJ et AF. La feuille de route, c'est le document d'orientation voté au congrès et les décisions prises en CE. Ce co-sécrétariat, on le vit plutôt comme une richesse. Nos parcours professionnels et syndicaux sont différents et complémentaires.

En effet, Véronique vient du secteur pu-



Au congrès de l'UD CGT en 2023 (Photo CGT)

nous avons la volonté tous les deux de conserver une activité professionnelle et la fonction de secrétaire général.e ne peut pas s'assumer à temps partiel. Il faut faire face à de multiples questions tout le temps, alors être deux, ce n'est pas de trop. Nous nous connaissons aussi depuis quelques années et avons pu travailler ensemble en bonne entente. Nous essayons d'avoir un temps de présence commun à l'UD en début de semaine puis, selon nos obligations professionnelles, nous prenons en charge le reste de la semaine. Dans tous les cas, on se concerta quotidiennement pour prendre des décisions partagées et se tenir au courant du travail effectué. S'il devait y avoir un désaccord, la discussion se prolongerait pour trouver la meilleure position à tenir. Ce n'est pas un frein, bien au contraire, cela permet d'avoir peut être plus de clairvoyance sur des questions difficiles.

blic et a eu en responsabilité le syndicat départemental CGT Éducation. Elle est membre du bureau de l'UD depuis plus de dix ans. Alexandre vient du privé et a l'expérience de secrétaire général de l'Union Locale de Brétigny et de la



Ollivier Champetier (à gauche) pendant un conflit social (Photo CGT)

Auto-portraits express de deux co-secrétaires

De nombreux adhérents CGT de l'Essonne avaient fréquenté Véronique Josien et Alexandre Fels, mais dans leurs responsabilités précédentes. Leurs aspects individuels n'étaient donc connus que des militants qui les côtoyaient dans ces rôles spécifiques. Alors qu'ils sont désormais à des postes d'audience départementale, la Voix Syndicale leur a demandé de se présenter aux-mêmes devant leurs lecteurs et camarades.

Alexandre Fels, 35 ans, technicien de maintenance en radiographie industrielle

CE confédérale. Évidemment, la parité est assurée et c'est aussi un plus dans la perception que nous pouvons avoir des questions, ou même dans la vision qu'ont nos camarades de nous. Tous ces éléments sont complémentaires et nos différences nous aident à avoir un regard global sur l'organisation pour mieux appréhender les différentes sollicitations.

LVS. Pensez-vous qu'un Congrès extraordinaire ou un Comité Général serait nécessaire pour que les UL de l'Essonne débattent des formes de direction et des missions de toutes les organisations de l'UD 91 ?

VJ et AF. L'UD, comme nos UL, est confrontée à la baisse des moyens syndicaux, ce qui nous a poussé à réfléchir à notre organisation pour répondre aux défis de la CGT d'aujourd'hui. Le débat sur les formes de direction n'est donc pas une préoccupation première à partir du moment où la décision est prise démocratiquement. Ce qui compte, c'est de réussir à faire vivre la CGT et à la développer, notamment en travaillant sur la qualité de vie syndicale qui est mise à mal. Il est prévu un Comité général fin 2024 ou début 2025 avec une journée dédiée à la vie de nos Unions Locales: quelles activités, avec quels moyens humains et matériels, quelles aides, quelles missions ...



Véronique Josien (Photo CGT)

Véronique Josien, 50 ans, professeur de mathématiques à Grigny

«La CGT était dans mon milieu familial déjà bien présente, ma mère, ouvrière du livre, me racontait parfois les AG du journal dans lequel elle travaillait, parfois enthousiasmée, parfois dépitée... En tout cas, cela faisait débat à la maison.

Puis au temps du lycée j'ai participé à mes premières AG avec la complicité d'un de mes profs, je ne me souviens plus bien de ce qui se préparait pour le premier cycle à l'université mais le slogan était « Jospin, c'est toi qui ne sais pas lire ». J'ai encore le badge.

Arrivée à la fac, la mobilisation contre le CIP, le Contrat d'Insertion Professionnelle, dit le Smic Jeune, a été déterminant pour mon engagement et j'ai rencontré la CGT à la fac d'Orsay alors que j'étais militante étudiante à l'UNEF SE pendant les grèves de 1995.

Donc tout naturellement, dès que j'ai été salariée, j'ai adhéré à la CGT en 1998. Je me suis investie dans le syndicat départemental CGT de l'Éducation en assumant le secrétariat général et en étant élue paritaire.

En 2009, j'ai rejoint la CE puis par la suite le Bureau de l'UD. J'ai toujours voulu conserver au maximum une activité professionnelle pour ne pas me couper des collègues, des problèmes quotidiens rencontrés, et de mes élèves aussi, même si le cumul et les changements d'univers ne sont pas toujours faciles à articuler ».

«J'ai adhéré à la CGT en 2008, une semaine après avoir été embauché, car pour moi il était normal de m'organiser sur mon lieu de travail pour me défendre. J'ai rapidement découvert le syndicalisme sur le terrain et dû faire face aux patrons dans l'entreprise. Les discussions sont sou-



Alexandre Fels (Photo CGT)

vent rudes et j'ai pris un avertissement au bout de deux mois suite à une réunion NAO.

J'ai rapidement été élu Délégué du personnel et Délégué syndical. Ces mandats m'ont permis de faire le lien avec l'interpro dont j'ai découvert toute la richesse et la complexité. Ainsi j'ai pris contact avec l'Union Locale de Brétigny-sur-Orge, dans laquelle je me suis investi par la suite. En 2016, j'ai été élu secrétaire général de l'UL de Brétigny, mandat que j'ai assumé au mieux pendant huit ans.

En 2019, l'UD a proposé ma candidature à la CE confédérale, un mandat qui a été renouvelé au 53^e congrès en mars 2023.

Dans ma conception de mon engagement syndical, il me paraît important de continuer à travailler et d'être confronté à la réalité du monde du travail et à ses difficultés ».

Le collectif UD 91 Femmes Mixité

Comment prolonger la journée du 8 mars

Le Collectif Femmes Mixité, créé par l'UD 91 en 2023, se met en place par l'action. La journée internationale des droits des femmes a été fertile en indications positives. Objectif: prolonger ce jour sur toute l'année.

La mission est simple et vaste: «promouvoir le débat, apporter des outils concrets dans l'entreprise et au-delà, pour le droit plein et entier des femmes au travail, condition incontournable de leur autonomie». L'équipe compte aujourd'hui sept personnes toutes membres de la CE de l'UD: Awa, Christine D, Christine L, Chrystel, Pascal, Sara la coordinatrice, et Véronique. «Notre collectif a pour vocation de rapidement s'élargir aux différentes structures du département», explique Chrystel. «Plusieurs personnes nous ont déjà dit leur envie de nous rejoindre, ce qui est enthousiasmant». Et de rappeler la base: «Dans notre ambition militante d'émanciper les femmes et les hommes de toute forme d'exploitation et de domination, le féminisme, en tant qu'humanisme, a tout simplement sa place».

Dans ses premières réunions, le collectif s'est donné des objectifs: animer, former, informer et proposer du matériel à destination des syndiqué-es et des structures. S'inscrire dans l'organisation du 8 mars était naturellement prioritaire.

Une seule journée par an?

En amont, distributions de tracts sur le territoire de l'Essonne pour sensibiliser aux questions d'égalité femmes-hommes. «À la manifestation parisienne, nos camarades de l'ALS étaient mobilisées pour animer et sécuriser le cortège», dit l'une du collectif «UD91FM». «Elles sont de toutes les manis et elles sont toujours étonnées du peu de relais par les médias nationaux le 8 mars et de la seule présence des photographes amateurs du dimanche dans le carré de tête pour couvrir cette journée. Il nous est apparu insuffisant d'aborder ces questions un seul et même jour tous les ans. On avait besoin d'en discuter au-delà de nos mobilisations. Nous avons alors imaginé de prolonger le 8 mars par une projection/débat. Celle-ci a eu lieu le 15 mars, en partenariat avec la mairie d'Itteville et les cinémas itinérants Cinessonne».

Une centaine de personnes étaient présentes pour voir le film «Il reste encore demain» de Paola Cortellesi et débattre avec le collectif autour du thème «Les

femmes au travail». «Cette soirée a été très appréciée», dit une autre du «UD91FM», «le film suscitant de nombreuses questions et réactions. Le quiz élaboré par le collectif a également permis à certain-es de mesurer le travail à mener, entre autres, pour gagner l'égalité salariale en France. Nous pensons que c'est en permettant l'accès de toutes et



La soirée film-débat du 15 mars à Itteville (Photo CGT)

tous à la culture et au débat que nous ferons progresser la question de l'égalité au travail comme dans la société».

Une formation à guichets fermés

Le succès de la soirée d'Itteville a confirmé pour le Collectif Femmes Mixité l'importance de développer les temps d'échange et de détente culturelle qui participent à la lutte contre les violences et pour l'égalité professionnelle.

Le quiz

Comment combattre les idées reçues et l'ignorance par le jeu? Principe pédagogique s'il en est, et base des 7 questions du quiz proposé par le Collectif FM 91 dans ses rencontres. Exemple de question: «De combien faudrait-il augmenter le revenu moyen des salaires des femmes pour atteindre celui des hommes, dans le secteur privé?». Trois réponses au choix: 14,9%, 23,5% ou 30,7%. Le quiz donne les explications de l'INSEE, mais on vous donne tout de suite la réponse: 30,7%. Vous le saviez? Si vous voulez en apprendre sur l'indépendance économique ou le harcèlement sexuel, vous pouvez demander le quiz au Collectif de l'UD91. C'est bien sûr gratuit.

Au mois d'avril, à l'UD CGT 91 d'Évry, est programmée une formation sur les violences sexistes et sexuelles,



ouverte à toutes les syndiqué-es, en collaboration avec le collectif Femmes Mixité 92. Les inscriptions étaient déjà complètes fin mars, ce qui montre l'intérêt pour le sujet.

«L'objectif pour notre collectif UD91FM est de se former pour réinvestir ce stage et proposer de l'animer dans le 91. Cela répond à une demande forte de nos syndiqué-es qui se tournent aussi vers les formations confédérales», explique Chrystel. «Nous travaillons également à proposer une formation sur l'égalité professionnelle dans les entreprises au sein des CSE pour aider nos représentant-es au moment des négociations. Le collectif est mobilisé pour proposer à l'UD des actions qui permettront tout au long de l'année de faire progresser les droits de toutes et tous!»

10 milliards d'euros de coupes budgétaires

Coup de rabet et tri social dans l'éducation d'une jeunesse sacrifiée

Un décret du 22 février annule 10 milliards d'euros au budget de l'État, sans toucher aux 160 Milliards d'euros de cadeaux fiscaux au patronat et de baisses de cotisations sociales. Ceux qui paient sont les salariés, les retraités, les jeunes et les privés d'emploi. L'austérité passe par décret, hors contrôle du Parlement. Le ministre de l'Éducation nationale doit « rendre » 692 millions d'euros.

Baisse massive des emplois: 2 620 postes d'enseignants supprimés dans le 1^{er} degré public, 1 740 dans le second degré public et 1 760 dans le privé. Le ministère se vante de lutter contre le harcèlement et de promouvoir « l'École inclusive », mais 4 600 postes d'AED et AESH sont annulés.

Dans l'Essonne, des centaines d'élèves n'avaient pas de place à la rentrée 2023 et les classes étaient surchargées. Le gouvernement choisit d'aggraver la rentrée 2024.

L'usine à gaz des groupes de niveaux

Malgré l'opposition des enseignants, le gouvernement s'entête. À la rentrée 2024, toutes les heures de français et de mathématiques en 6^e et 5^e seront organisées en groupe de niveaux. De façon dérogatoire, les élèves pourront être regroupés en classe entière dans les deux disciplines, jusqu'à 10 semaines dans l'année. On est loin de la souplesse promise par la ministre Nicole Belloubet. Et comme pour toute annonce gouvernementale, rien n'est prêt. Les personnels vont devoir se débrouiller avec les moyens du bord.

C'est une usine à gaz qui se profile. Comment regrouper en classe entière, ou faire changer de groupes, en cours d'année, des élèves qui n'auront pas suivi la même progression au même rythme? Comment organiser les services des enseignants de mathématiques et de français chargés de groupes surnuméraires quand les élèves seront en classe entière? Où trouver les enseignants et les salles de classes pour une pédagogie

et une organisation ineptes alors que les deux disciplines sont déficitaires? Comment financer les groupes sans abandonner dédoublements en langues ou sciences, projets pédagogiques ou options?

Les études pédagogiques le disent, les groupes de niveau ne remédient pas aux difficultés. Difficultés et conditions sociales étant liées, ce tri scolaire est un

(Photo CGT)



tri social. Une telle violence de classe est de plus inefficace. Le but n'est pas la réussite des élèves en difficulté, mais la séparation d'avec les autres. La réponse efficace, c'est un renforcement de l'Éducation Prioritaire.

La déscolarisation des élèves étrangers

Au moins 200 élèves primo-arrivants se trouvent en attente d'une scolarisation dans les collèges et lycées de l'Essonne, bien que celle-ci soit un droit. C'est le chiffre officiel de la Direction départementale des services de l'Éducation nationale. Elle a reçu les enseignants d'UPE2A (Unité Pédagogique pour Élèves Allophones Nouvellement Arrivés), accompagnés des syndicats CGT et FSU. Leur mission est de gérer l'accueil, l'évaluation, la scolarisation et l'enseignement des élèves qui viennent d'arriver en France. Or, les professeurs d'UPE2A, déjà trop peu nombreux, ont des conditions de travail dégradées. Ils sont souvent forcés de gérer des situations humaines urgentes avec un manque d'assistantes

sociales, de psychologues, d'infirmières, de médecins scolaires.

Cet « accueil » des élèves est violent et inefficace. Au collège, les cellules d'accueil, composées d'enseignants, permettaient un accompagnement des élèves et des familles. Elles ont été supprimées, remplacées par un simple test de français et un accueil administratif. Au lycée, les cellules d'accueil perdurent

mais les sureffectifs ne permettent pas d'intégrer les élèves étrangers, qui attendent parfois plusieurs mois leur scolarisation. « Après plusieurs mois d'attente, sans école, certains finissent par repartir! », témoigne une enseignante. « Une élève afghane m'a même dit qu'en France comme en Afghanistan, il n'y avait pas de place pour elle à l'école... ».

Cette gestion des enfants et adolescents est à l'image des politiques migratoires inhumaines imposées depuis plusieurs années par les gouvernements successifs. La France ne respecte pas son propre code de

l'éducation ni ses engagements internationaux, selon lesquels « tous les enfants ont droit à une scolarité dans les mêmes conditions que les autres, quelles que soient

(Photo CGT)



la durée et les modalités du stationnement et de l'habitat, et dans le respect des mêmes règles ».

**Milena Fissier-Hesnard
et Yannick Biliec**

Union Locale de Brétigny-sur-Orge

Le Congrès élit un nouveau secrétaire général

L'UL CGT de Brétigny-sur-Orge et des environs a tenu congrès le 16 mars 2024. Esaïe Kitubu a été élu secrétaire général.

Une CE de 16 membres

Dans le rapport d'orientation sur le futur fonctionnement, le point essentiel est la



(Photo CGT)

Le rendez-vous à la salle Ambroise Croizat avait été lancé à tous les syndicats, militants isolés, Unions professionnelles, retraités, conformément aux statuts. Il s'agissait de faire le point sur le fonctionnement depuis le dernier congrès et de choisir un nouveau secrétaire général. Le précédent titulaire, Alexandre Fels, avait

décision de convoquer et de tenir régulièrement, chaque mois la Commission Exécutive de l'UL. Ont été évoquées les prochaines échéances après le 16 mars, comme la journée d'action des retraités le 26 mars, la mobilisation du secteur « Santé & Social » 4 avril, la marche de solidarité avec la Palestine du 23 mars, le 1^{er} mai, les élections dans les TPE. Le rapport d'orientation a été adopté.

Le renouvellement de la direction était naturellement le point majeur. La commission des candidatures a présenté la liste des candidats. Le vote à bulletins secrets a élu 16 membres à la nouvelle Commission Exécutive. Celle-ci a ensuite désigné à l'unanimité le secrétaire général Esaïe Kitubu Makengele.

Celui-ci est âgé de 45 ans, marié et père de cinq enfants. Il est employé avec un poste d'exploitant administratif au service emballages de la STEF Plessis-Pâté. Avant son élection à tête de l'UL Brétigny, il était déjà membre de la CE et siège également à la Commission Exécutive de l'UD CGT de Essonne. Dans son entreprise, il est délégué titulaire au CSE et Délégué Syndical.

Les femmes et la représentativité

« J'ai accepté d'être candidat au secrétariat général de l'UL de Brétigny », explique Esaïe Kitubu à la Voix Syndicale, « pour organiser, rassembler et remettre en place un vrai collectif où l'on retrouve retraités, actifs, syndicats, syndiqués, chômeurs, etc, autour des valeurs de la CGT. Remettre en place les formations syndicales à l'UL pour les nouveaux adhérents et créer une vraie vie syndicale au sein de notre Union Locale.

Nous avons essayé pendant la période des élections professionnelles de réunir et de rouvrir les portes de l'UL, ça nous a permis de revoir certains camarades qui depuis très longtemps avaient presque oublié l'adresse de l'UL. La priorité durant mon mandat, c'est de faire l'état des lieux des entreprises sur notre territoire avec l'ensemble des membres de la CE pour mesurer la représentativité de la CGT et l'augmenter.

Une autre priorité, c'est de faire en sorte qu'il y ait des adhésions des femmes à la CGT et de les faire participer aux différentes activités de l'UL. Je voudrais également faire programmer pour l'UL des journées de réflexion et des journées d'études avec des experts sur différents domaines comme la logistique, les transports ou le commerce... ».



Esaïe Kitubu
Makengele
(Photo CGT)

La Voix Syndicale
de l'Essonne

**Ont participé à la réalisation
du n° 134 de la Voix Syndicale :**

Pierre Benoit; Yannick Biliec;
Gérard Birebent; Ollivier Champetier;
Gilbert Dubant; Hélène Derriennec-Ourlly;
Éric Dumas; Alexandre Fels; Milena Fissier-Hesnard;
Catherine Ferré-Balain; Florent Grimaldi;
Véronique Josien; Chrystel Levardon;
Philippe Mdranges; Esaïe Kitubu Makengele;
Nicolas Montanary; Nathalie Le Mené;
Stéphanie Lepera; Florent Sebban;
Céline Van Marle

Élior services au campus EDF Palaiseau

Grève éclair des femmes de chambre soutenues par deux organisations CGT

Le ménage du Campus EDF de Palaiseau a été attribué à Élior Services. Les femmes de chambre en ont marre des cadences infernales et des heures impayées. Elles sont allées voir la CGT sur le site du plateau de Saclay et à l'UL des Ulis. Les rencontres ont débouché sur l'action. Avec succès initial, à surveiller.

Les deux sites EDF Campus et R&D (Recherche et Développement) sont côte à côte sur le plateau de Saclay, et emploient des entreprises prestataires pour le ménage. En l'occurrence Élior Services, auto-présentée comme « *un des leaders mondiaux de la restauration et des multiservices* ». Résultats au 22 novembre 2023 : CA de 5,22 milliards d'euros, 11,2 % de croissance sur un an. Mot d'ordre : priorité au désendettement.

Vendredi 9 février 2024, au matin, une douzaine de femmes de ménage se présentent à la CGT EDF R&D.

Le syndicat les connaît. « *Les entreprises changent de nom au gré des appels d'offres* », explique Catherine Ferré-Ballin, DS CGT au CSE et secrétaire adjointe du syndicat, « *avec généralement à chaque*

échange avec l'UL que toute l'équipe est arrivée chez nous. Elles étaient une douzaine, déterminées à faire valoir leurs droits et très en colère contre l'exploitation indécente qu'elles subissent de la part d'Élior Services ».

La totale en 20 minutes

L'UL des Ulis et le CGT EDF R&D s'unissent pour conseiller. « *Elles sont toutes en CDD*



Le congrès de l'UL des Ulis en 2023 (Photo CGT)

d'un mois, renouvelés plusieurs fois, jusqu'à sept fois, avec des temps extrêmement partiels affichés sur leur contrat », dit Philippe Madranges, secrétaire général de l'UL. « *Certaines n'ont que deux heures par jour de ménage, et presque deux fois plus de temps de transports pour venir prendre leur poste, des heures complémentaires et supplémentaires imposées quasiment tous les jours quand elles arrivent en poste. Ces heures complémentaires ne sont soit pas payées du tout soit pas intégralement payées. Ça ne leur permet pas du tout d'organiser leur vie personnelle* ».

Catherine confirme. « *Elles dénoncent aussi des cadences infernales, avec trois chambres à nettoyer par heure, c'est-à-dire 20 minutes seulement pour changer les draps, nettoyer les surfaces au sol et meubles et nettoyer la salle de bains et les sanitaires intégralement, pour des chambres très souvent occupées pendant cinq jours sans ménage intermédiaire depuis une évolution récente. Dans cette cadence de travail impossible, aucune pause déjeuner n'est prévue* ».

L'équipe a demandé l'aide de la CGT pour faire valoir le droit de grève, bien que leurs CDD prenaient fin le même ven-

dredi 9 février et qu'elles n'avaient aucun engagement d'être reprises le lundi suivant dans des conditions correctes.

Engagements pris

La grève prend effet immédiat. Le syndicat CGT EDF R&D informe aussitôt les élus CGT dont relève le site du Campus EDF pour qu'ils alertent la direction d'EDF, donneuse d'ordre pour Élior Ser-

vices. L'Inspection du Travail est informée, saisie pour non-respect constaté du droit du travail. Autre contact fructueux, le DSC CGT d'Élior. Celui-ci prend les contacts qu'il faut avec le personnel. Panique à bord, le directeur d'agence Élior va sur place le jour même et s'engage à reprendre tous les bulletins de paye pour les mettre en conformité. « *Depuis* », note Catherine Ferré-Ballin, « *la direction groupe EDF nous a écrit que la direction d'Élior s'était engagée à finaliser les contrôles et rectifier les fiches de paye passées pour la fin du mois de mars, d'une part et d'autre part à mettre en place début mars la validation avec chaque salarié des heures réalisées à la fin de chaque semaine, afin d'éviter toutes erreurs futures. On vérifiera tout ça avec les salariées* ».

Les femmes de chambre d'Élior Services ont repris le travail le lundi 12 février. La CGT R&D et l'UL des Ulis restent en contact avec elles. Fin mars, la CGT a porté l'alerte en CSEC EDF dans le cadre de la présentation du plan « *Responsabilité Éthique et Environnementale* » d'EDF. Juste après, les femmes de chambre ont obtenu le paiement intégral des heures impayées qui leur étaient dues.

Hélène et Catherine (Photo CGT)



changement une dégradation des conditions de travail des personnels, puisque c'est le moins disant qui remporte l'appel d'offres ». À la R&D, la CGT échange régulièrement avec les salarié.e.s reprises. « *On se connaît bien* », dit Hélène Derrien-Ourly, également DS CGT et secrétaire adjointe. « *Certaines ont souhaité se syndiquer. En particulier, depuis un an, plus d'une dizaine travaillant au Campus sont adhérent.e.s à l'UL des Ulis. C'est après*

Les délires sur la nationalité française

Quelques précisions sur le « droit du sol »

Les troubles à Mayotte ont donné l'occasion au ministre Darmanin, couvert par Emmanuel Macron, de réduire l'attribution et l'acquisition de la nationalité française, au moins dans l'opinion publique. Des Français mal informés croient à un droit du sol automatique par lequel tout bébé né sur le sol national serait par définition français. C'est inexact. Autant connaître la loi si on veut la changer.



L'exception mahoraise (DR)

Dans l'histoire de France, la notion de nationalité a beaucoup évolué, par la forme du régime, l'acquisition ou la perte de territoires en Europe, ainsi que la colonisation. Elle a souvent été dissociée de son indispensable complément: la citoyenneté. Dans notre pays prévaut un mélange du droit du sol (« *jus soli* », en droit romain) et du droit du sang (« *jus sanguinis* », à la base du droit germanique fondé sur le « *Blutrecht* »).

Est Français.e qui est né sur le territoire français d'au moins un parent français ou qui y est né lui-même. Cet article 18, relatif aux deux notions de sol et de sang pour les « Français d'origine », trouve un complément colonial historique dans l'article 19-3 relatif au « double droit du sol » qui concerne par exemple « *les enfants nés en France d'au moins un parent né lui-même en France ou en Algérie avant le 3 juillet 1962* ». Il renvoie en partie au décret Crémieux du 24 octobre 1870 qui déclare citoyens français « *les Israélites indigènes d'Algérie* ». Les règles de détermination de la nationalité forment dans le Code Civil « *le titre 1^{er} bis du livre 1^{er} relatif aux personnes (art. 17 à 33-2)* ».

Symbolisme et administration

Dans le rapport symbolique permanent entre sang et sol, alimenté par des théoriciens d'extrême droite comme Maurice Barrès ou Charles Maurras, les « vrais Français » sont de plein droit et les étrangers, considérés comme des pièces rapportées, doivent montrer leurs capacités de se hisser à la hauteur de leurs hôtes. On voit cependant que depuis la moitié du 19^e siècle, les modes d'acquisition de titre de séjour, de nationalité ou d'expulsion du territoire correspondent précisément aux besoins de main d'oeuvre en France et de relations politiques avec les autres pays.

Les autres moyens d'acquisition sont administratifs sans se référer aux parents. Les personnes nées en France de parents étrangers obtiennent automatiquement la nationalité française à leur majorité légale, à la seule condition qu'elles résident en France lorsqu'elles ont 18 ans et qu'elles y vivent habituellement depuis l'âge de 11 ans pendant une durée minimale de cinq ans. Cette procédure d'obtention est en vigueur depuis 1889 avec une parenthèse de droite entre 1993 et 1998 (loi Pasqua). Si les personnes concernées ne le souhaitent pas, elles peuvent refuser d'être Françaises entre 17,5 et 19 ans.

D'autres formes existent, comme « *acquisition par déclaration* » (personnes adoptées, mineurs étrangers, personnes mariées avec un.e Français.e) ou « *l'acquisition par décret* », qui concerne peu de monde car faisant souvent suite à une décision officielle pour mérites ou conduite remarquables.

Des lois de circonstance

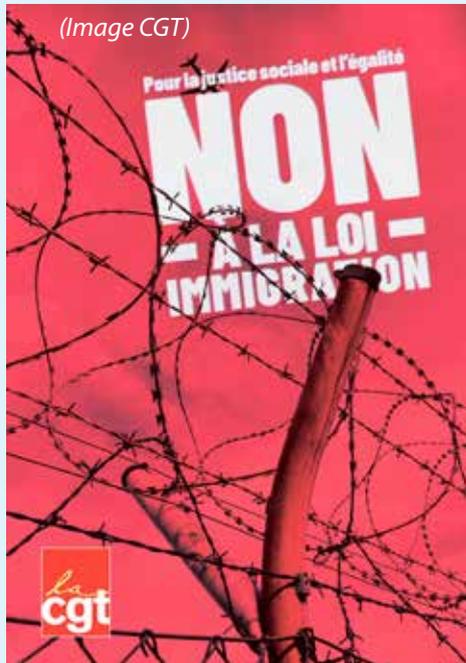
Le gouvernement actuel est mû par par deux injonctions contradictoires qui ont peu à voir avec les notions juridiques de sol ou de sang: donner à la droite la confirmation que les étrangers ne sont pas les bienvenus et offrir en même temps au patronat une main d'oeuvre indispensable, car sous-payée et à droits restreints. Les luttes pour la régularisation avec l'aide de la CGT se développent depuis 30 ans, pendant que préfetures et État font une chasse permanente et légale aux migrants clandestins.

La réflexion de gauche sur la relation entre Droits de l'Homme, nationalité et citoyenneté ne peut avoir pour seule référence une « Loi Immigration » de circonstance. Le cas de Mayotte, département créé par Giscard d'Estaing dans des conditions aberrantes de droit international et de géostratégie, ne peut servir de boussole pour réduire ou modifier un « *jus soli* » largement imaginaire dans ce 101^e département.

Après l'adoption par l'Assemblée de la « Loi Darmanin », la CGT a publié un tract en 10 points qui dit: « *La France, c'est la solidarité que chaque jour nous faisons vivre sur nos lieux de*

travail en nous entraînant entre collègues quelle que soit notre religion ou notre nationalité ». La traduction en termes constitutionnels pourrait être une piste à une notion de morale qui dépasse en les intégrant les seules notions de « *jure* » de sol et de sang.

G.D.



(Image CGT)

Les salaires de la Fonction Publique en ville

Les intérêts communs des trois versants ?

État, Santé, Territoriaux, les trois versants de la Fonction Publique étaient appelés à grève et manifestation le 19 mars 2024. Avec des résultats variables. Ce qui ne change pas est la smicardisation de la FP, par la congélation du point d'indice. S'y ajoutent la stagnation des carrières, le recul des emplois statutaires, la dégradation des conditions de travail.

« Tous ces constats », disait l'UD CGT de l'Essonne le 19 mars, « nous les avons partagés au sein de notre UD avec les syndicats des trois versants. Le 19 mars nous avons initié un rassemblement devant la préfecture d'Évry en faisant un appel commun. Environ 150 personnes majoritairement de la CGT se sont rassemblées et ont pris la parole ».

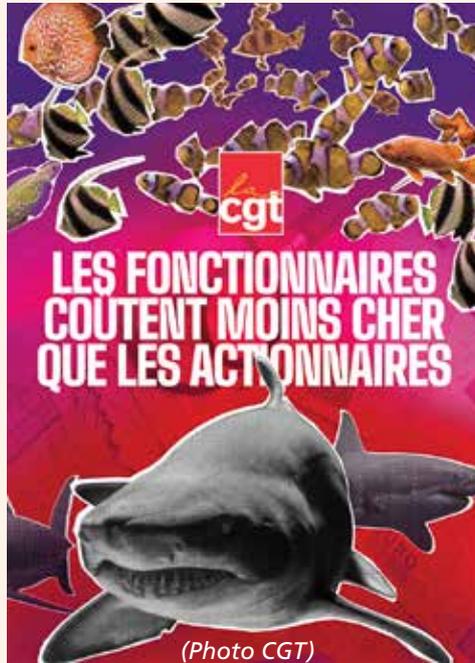
La co-secrétaire générale de l'UD, Véronique Josien, enseignante, ressent particulièrement la situation. « Le ministre de la FP, Stanislas Guérini, a confirmé que les revalorisations pour 2024 n'allaient pas être au rendez-vous. Après dix ans de gel de la valeur du point d'indice, les « hausses » de 3,5% en 2022 et de 1,5% en juillet 2023 sont en deçà de l'inflation. Les agents perdent donc continuellement du pouvoir d'achat... ».

(Photo CGT)



Le mercenariat du mérite

La proportion de smicards dans la FP a doublé en 20 ans. Le salaire d'embauche en catégorie C est passé de 1,2 Smic au smic, en catégorie B de 1,6 Smic à 1,1 et



en catégorie A de 2,2 à 1,4 Smic. Régulièrement, le gouvernement fait du saupoudrage pour remettre au Smic les premiers échelons.

Si le point d'indice avait suivi l'inflation depuis 2000, il ne serait pas à 4,92€, mais à 6,36€. Un salaire de 2000 euros vaudrait alors 2584 euros. La CGT demande un point d'indice à 6€, simple mesure de justice comptable. Le ministre a ignoré, les syndicats de la FP ont claqué la porte et appelé à la grève le 19 mars. Le contentieux porte aussi sur le refus des rémunérations « au mérite », donc à la tête du client, porte ouverte aux clientélismes et discriminations.

Stanislas Guérini exprime la doctrine libérale de la « start-up nation », qui détruit l'égalité et le collectif au bénéfice d'une « élite méritante » achetée par le pouvoir. C'est l'idée du projet de loi à l'automne pour la « valorisation du mérite » dans la FP.

Aucune organisation syndicale n'a évidemment soutenu un tel texte, encore moins la CGT. « Nous tenons au socle du point d'indice pour déterminer les rémunérations des agents et l'avancement doit se

faire en fonction de l'ancienneté des agents et non selon d'autres critères », dit Véronique Josien. « Et que veut dire le mérite quand il s'agit d'apprécier la qualité d'un service ? En réalité, c'est la volonté de transposer le secteur marchand dans le secteur public. La méritocratie est en contradiction avec les valeurs d'égalité, de neutralité et d'intérêt général ».

Femmes et primes

Cette mise en concurrence des agents, services, versants, des statutaires vs contractuels, a déjà produit des effets déléteurs. « La souffrance au travail explose quand la rémunération au mérite crée pressions et frustrations chez les agents qui se sentent lésés ou injustement évalués », explique un responsable CGT des Services Publiques. « L'Élysée fait semblant de s'inquiéter de la perte d'attractivité des métiers de la FP. Mais elle est due principalement aux politiques d'austérité. Le nombre de démissions et de reconversions est historique. Ce ne sont pas des « speed-datings » ou des spots publicitaires qui donneront des professionnels qualifiés ! »

Sujet majeur, les femmes. Plus de 60% des 5,7 millions d'agent.e.s sont en moyenne rémunérées 14% en moins dans les trois versants. Notamment à cause des primes, que les femmes touchent moins. Baser la rémunération sur le mérite et les primes individuelles, c'est aggraver les inégalités. L'âge de la retraite recule, mais les primes ne sont pas intégrées dans le calcul de la pension. La réduction de la part du point d'indice dans la rémunération réduit le niveau de pension.

La préparation de la journée du 19 mars a eu un intérêt interprofessionnel pour l'UD CGT 91 : faire travailler ensemble les syndicats des trois versants de la FP. Des progrès sont encore à chercher dans la coordination des actions et des revendications. L'affluence, même modeste, devant la Préfecture mardi 19 à 10h30, à l'appel de la CGT, FSU, Solidaires, avant d'aller manifester au Luxembourg, est l'indication positive d'un travail collectif en cours.

La privatisation des hôpitaux Nord-Essonnes

Saclay, nouvelle étape de rentrée

La manifestation du 9 mars à Longjumeau indique la fin d'une époque. L'hôpital de Saclay, censé remplacer ceux de Juvisy, Longjumeau et Orsay, ouvre à la rentrée 2024. Les personnels n'auront pas le choix: transfert ou départ. Cependant, la lutte pendant des années pour sauver les trois hôpitaux du GHNE n'a pas été vaine. La CGT et le Comité d'usagers ont formé des centaines de professionnels de santé et d'habitants à la lutte pour un vrai service public. Le déménagement à Saclay montrera rapidement ses limites et la nécessité de nouvelles actions.



La manifestation du 9 mars à Longjumeau (Photo CGT)

Samedi 9 mars, rendez-vous à 9h30 rue Henri-Dunant, au-dessus de l'hôpital de Longjumeau, à l'appel de la CGT, SUD et du Comité. Ce n'est pas la foule. La CGT GHNE (Groupement Hospitalier Nord-Essonnes) parle cash, à son habitude. « Nous sommes globalement déçues par la participation plus faible que la dernière manifestation à Longjumeau », disent les animatrices Nathalie Le Mené et Céline Van Marle. Avant de noter des éléments encourageants. « Grosse présence de la CGT, un camarade a animé toute la manif avec des prises de paroles intéressantes, notamment d'usagers comme par exemple un enfant d'une dizaine d'années, très émouvant, habitant Longjumeau, qui s'est demandé comment ils allaient se faire soigner en cas d'accident de trottinette. Il y avait aussi une prise de parole de Yoann Martin, pompier de l'Essonne et camarade CGT ».

600 000 habitants en risque de santé

Les interventions publiques, les témoignages diffusés sur les réseaux sociaux montrent comment les années précédentes de lutte contre un hôpital de Saclay trop petit et mal situé, envoyant de fait des milliers de clients aux cliniques privées, dégradant l'emploi et les conditions de travail, ont formé un fort noyau de syndicalistes et d'usagers locaux.

Le Comité de Défense des Hôpitaux du Nord-Essonnes le confirmait dans son appel au maintien de l'hôpital public de Longjumeau. « Tous ces services vont fermer en juin 2024. Le gouvernement, l'ARS et les élus complices méprisent les 600 000 habitants qui ne pourront atteindre à temps l'inaccessible hôpital du plateau de Saclay. 250 lits ont été perdus pendant la crise Covid, jamais

récupérés... L'hôpital de Juvisy: vendu 12 M d'euros au groupe privé Korian pour un Ehpad privé lucratif. L'immobilier spéculatif fait déjà pression pour récupérer les locaux de l'hôpital d'Orsay, bien placés en centre-ville... ».

L'horizon du déménagement

À l'intérieur du GHNE, la CGT n'a rien perdu de ses moyens en effectifs ni de sa résolution à continuer la lutte dans de nouvelles conditions. « Nous avons en projet de faire un rassemblement devant l'hôpital d'Orsay », dit Nathalie Le Mené, « mais la date reste à définir. Nous nous battons au quotidien avec la direction pour que les agents soient mieux traités, avec le déménagement qui se profile à l'horizon, en juin. Avec une organisation précipitée, sans anticipation. De nombreux agents sont fatalistes, d'autres fuient le GHNE avec des affectations imposées en dépit des demandes et des besoins des agents. Quelques-uns se réveillent, décident de ne plus subir, et viennent frapper à la porte de la CGT pour connaître et faire valoir leurs droits ».

« Pour la rentrée, c'est une autre histoire », ajoute Céline Van Marle, « car nous serons à Saclay. Nous savons que nos craintes sont justifiées sur la diminution du nombre de lits, l'accès difficile à cet hôpital de Saclay, avec des locaux trop petits. Les effectifs entraîneront des réorganisations à cause de la fuite du personnel, de la fermeture des urgences de Juvisy. Nous espérons que les malades seront pris en charge correctement à partir du mois de juin, mais pour les mois suivants rien n'est sûr ni prévu sérieusement... ».



Un mois avant Longjumeau, une manifestation avait eu lieu le 3 février 2024 à Juvisy. Même mot d'ordre, « tous devant l'hôpital pour le maintien d'urgences ouvertes 24h/24, 7 jours/7 ». Ce n'était pas un raz-de-marée non plus. À partir de l'été, un déménagement chaotique va inévitablement provoquer une situation intenable. La CGT GHNE s'y prépare sans panique: « Dans ces années de lutte, nous avons safeguardé l'essentiel: la confiance des collègues et le maintien d'un noyau d'usagers parfaitement informés des menaces et des solutions. Nous avons tenu face à toutes les attaques contre le service public de santé et nous ne céderons jamais... ».

Mouvements sociaux à la CPAM 91

La longue marche de la CGT pour faire bouger 950 salariée.e.s

La CGT à la CPAM 91 est un médicament contre le découragement. Peu de syndiqués, un enthousiasme à renforcer chez quelque 950 salariés, une direction aux aguets... Pas de quoi déprimer une CGT qui interpelle collègues, parlementaires et dirigeants avec pugnacité.

Le lundi 5 janvier, l'intersyndicale CGT/CFDT/FO de l'Assurance Maladie appelle l'ensemble des salariés de la CPAM de l'Essonne à la grève. « *Sur la CPAM 91* », dit le tract, « *les normes de productions sont absurdes. Avec un taux de conformité de traitement à 98% des dossiers traités, les agents sont incités à travailler toujours plus vite pour atteindre cette marge d'erreur tolérée de 2% ! Quand la quantité prime absolument sur la qualité, ce sont les assurés sociaux qui trinquent : bien peu d'entre eux s'y connaissent en législation Sécurité Sociale pour faire valoir leurs droits !* ».

Lundi 29 janvier 2024, manifestation des transports médicaux contre la nouvelle loi de la Sécu qui réduit le coût des trajets à hauteur de 100 millions d'euros par an entre 2025 et 2027.

Le numérique contre l'humain

« *Des économies mesquines sur la santé qui risquent de mettre en péril les patients poussés au co-voiturage; un cauchemar*

d'organisation et un non-sens sanitaire, avec les réorganisations de l'Hôpital autour de grands plateaux techniques qui font que les patients doivent parcourir plus de kilomètres pour être soignés... », réagit aussitôt le secrétaire général CGT, Nicolas Montanary. Le syndicat appelle à un rassemblement d'une heure le 5 février devant le siège de la CPAM, rue Ambroise Croizat à Évry.

Pour le 8 mars, c'est du lourd, interpellation directe des parlementaires. L'Assemblée Nationale a adopté contre l'avis du gouvernement en novembre 2023 une proposition de loi LFI pour rouvrir les accueils physiques dans les services publics.

« *À ce titre, la CGT de la CPAM de l'Essonne se permet de s'adresser à vous aujourd'hui puisque l'ensemble de nos territoires sont concernés par la disparition physique des services publics et de la Sécurité Sociale au profit du seul numérique...* ». Le gouvernement refuse sous prétexte des Maisons France Service rassemblant plusieurs services publics dont celui de l'Assurance Maladie. « *Cette dématérialisation accélérée concerne également les collègues de la CAF, de Pôle Emploi, des préfectures, de tous les services publics, compliquant la vie des Français, dans les zones rurales ou urbaines* ».

86 % de femmes

La journée du 8 mars est le rappel de l'esprit de la création de la Sécu, mais aussi de la liberté de l'avortement. « *C'est pour cela que la CGT CPAM de l'Essonne a fait le choix de déposer deux préavis de grève pour le 8 mars 2024. L'un pour les agents d'accueil qui voient leurs agences fermer peu à peu, les maisons France Service en sous-effectifs. L'autre pour la journée internationale de lutte pour le droit des femmes* ».

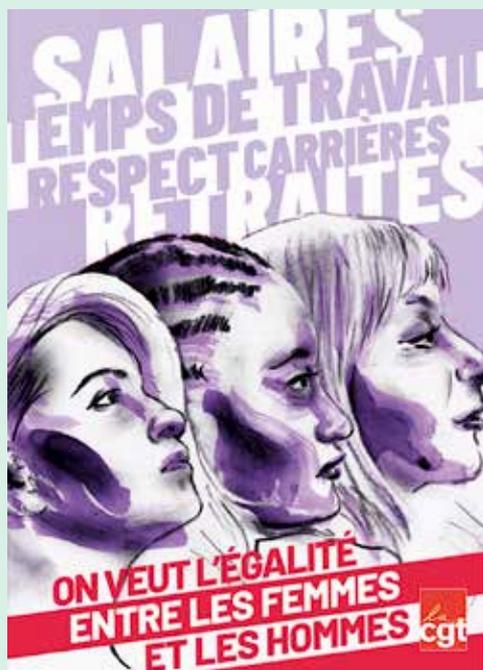
Le résultat tombe dans la soirée. « *Nous avons un chiffre de grève de 4,26% et la déception a été de mise* », dit Fanny, une militante CGT. « *Je pensais que la « cause » toucherait plus de nos collègues, car nous sommes quand même 86% de femmes sur la Caisse. Il faut rajouter à cela la question*

des salaires où des collègues recrutées à Bac +2/+3 commencent leur carrière avec une paie inférieure au SMIC ! Lors de notre tournée, certaines de nos collègues ne voyaient même pas le rapport entre le syndicalisme et notre appel à la grève. Elles étaient étonnées, et je l'avoue nous aussi, de leurs réactions ».



Son camarade Nicolas voit la situation avec la même lucidité que les militants. Il sait que la CPAM 91 et France Service représentent 950 salariés, peu habitués aux actions de masse. La CGT elle-même revient de loin. « *C'est en avril 2023 que notre syndicat est redevenu représentatif. Sur le 8 mars, au niveau national, certaines organisations comme FO n'appelaient pas franchement à la grève et à la mobilisation. Au niveau local, la CGT était la seule à le faire. CFDT et FO locaux ont perdu cette « tradition » du 8 mars. Dans une entreprise où les personnels sont majoritairement féminins, ça reste très décevant* ».

Déception justifiée, mais sans découragement. « *C'est la preuve du chemin qu'il reste à parcourir dans cette entreprise ! Rien ne vaut l'action syndicale de terrain plutôt qu'une société anesthésiée par la virtualité des échanges sociaux actuels* ».



Retraités CGT de l'Essonne

Parole des femmes, urgence de santé publique et loisirs associatifs en développement

Le congrès national de Saint-Malo en 2023 n'a pas fini de faire réagir l'USR 91. De son assemblée générale de janvier 2024 aux manifestations de mars, développer la présence et l'activité CGT chez les retraités de l'Essonne prend du poids. Tout comme la voix des femmes dans le débat interne.

Moratoire sur les hôpitaux

La réalité de l'Essonne est favorable à la prise de conscience. Au CDCA 91 (Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie), la CGT a critiqué le projet de l'Agence Régionale de Santé. Le service public n'est pas mis en avant, les moyens et le financement passent à l'as. Propositions CGT: un moratoire sur les restructurations d'hôpitaux, le refus de la logique financière et le rejet des partenariats public-privé.

Le nouvel hôpital de Saclay concentre les reculs: emplois perdus, diminution du nombre de lits, fermeture de trois

hôpitaux et suppression de centaines de postes. La lutte de la CGT du GHNE (Groupe Hospitalier Nord-Essonne) en liaison avec les usagers et les retraités ne s'est jamais démentie.

Crise de croissance

Le congrès national de l'UCR CGT à Saint-Malo, fin 2023, n'a pas fini de faire parler l'USR 91. « Nous sommes toujours critiques sur deux sujets essentiels qui n'ont pas été traités au congrès. D'abord, comment travailler avec tous les retraités, qu'ils soient syndiqués dans leur Fédération ou sur le département, ensuite les relations entre retraités et salariés. La nouvelle secrétaire générale Catherine Tran-Phung Cau a dit que la nouvelle direction s'engageait à y travailler. Nous pensons que l'USR de l'Essonne peut aider l'UCR dans sa réflexion. Comment rester syndiqué lors du passage à la retraite pour ne pas affaiblir la CGT, et en même temps, syndiquer des retraités supplémentaires pour faire grandir toute la CGT? ».

Les retraités 91 ont joint le geste à la parole par une participation renforcée à toutes les manifestations, comme celle du 26 mars dernier. Ce qui ne peut masquer un inquiétant déficit. Au 5 janvier 2024, l'USR 91 avait pour 2023 708 FNI, contre 863 en 2022 et 917 en 2021. La tendance nationale est identique: 90 593 en 2021, 75 509 en 2023.

Les loisirs du progrès social

Le paysage change totalement en regardant l'évolution de LSR Étampes Sud-Essonne, dont l'USR 91 est adhérente et forte participante. L'association Loisirs et Solidarité des Retraités « agit pour rompre l'isolement et la solitude par des activités de proximité, dans un esprit d'enrichissement mutuel et solidaire ». Elle fait partie du « Groupe des 9 » qui développe les actions revendicatives pour les retraités. Elle a tenu son AG le 8 février 2024. Le bilan 2023 donne un effectif de 50 adhérents, en progression constante avec cinq nouvelles adhésions à l'AG, terminée avec crêpes, gaufres et boissons. De quoi ajouter une nouvelle question au congrès de Saint-Malo: les loisirs culturels et l'éducation populaire sont-ils des outils indispensables aux revendications et aux adhésions pour la CGT ?



Le 26 mars à Évry
(Photo CGT)



Le 26 mars à Paris
(Photo CGT)

Lundi 29 janvier, l'USR 91 tenait son AG. Représentation en hausse avec 39 syndiqués pour huit Union Locales. Commentaire général: « Il y a longtemps que nous n'avions pas eu une participation si importante ». Le secrétaire général, Gérard Birebent, note une autre nouveauté. « Cette assemblée a été inédite, les femmes étaient majoritaires. Onze sont intervenues, pour dix hommes ».

Pour tous, les questions pratiques, peu traitées à Saint-Malo, étaient prioritaires. Au premier rang, le lieu de vie, domicile ou autre. En corrélation négative, la dégradation des services publics, le manque de médecins, la fermeture des hôpitaux. « Depuis mon élection à l'USR », estime le SG, « les AG ont abordé ces sujets, mais seulement par quelques camarades. Ils n'ont pas amené à un débat dans la salle. Déjà au dernier congrès de l'UD en 2023, les délégués de l'USR ont proposé une journée de formation pour réfléchir ensemble aux luttes à développer dans le département, avec des actions associant la population ».

« Nous pensons », dit l'USR CGT 91, « que la santé n'est pas un business, elle ne peut pas être une activité marchande, elle doit être un service public. Deuxièmement, cela doit être pris en charge à 100 %. Les pauvres sont bien sûr les premières victimes. Il faut donc s'attaquer aux causes de la précarité. Chômage, emplois précaires, à temps partiel ou fractionné, sont autant de sujets qui doivent être au cœur des discussions parlementaires sur le PLFSS 2024 (loi de Finances Sécu, NDLR) ».

80^e anniversaire du 21 avril 1944Le droit de vote des femmes l'emporte sur les blocages de la III^e République

Le printemps 2024 commémore à juste titre le 80^e anniversaire du Conseil National de la Résistance et des « Jours Heureux ». Il ne doit pas cacher un autre octogénaire: le droit de vote des femmes après un blocage de 40 ans.

Le 21 avril 1944, le Comité Français de Libération Nationale (CFLN), qui siège à Alger, publie une ordonnance. L'article 17 du titre IV est bref: « Les femmes sont électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes ». Il met fin à un feuilleton de 40 ans et un retour de la III^e République.



Affiche de 1925 d'une organisation féministe bourgeoise (DR)

Le mur du Sénat

L'ordonnance a généré un axiome: « De Gaulle a donné le droit de vote aux femmes ». La réalité est plus complexe. Le ralliement du général date de 1942. Son passé le situe à droite, tendance Action Française. Pragmatique, il sait que pour garder le pouvoir après la Libération, il faut couper les ponts d'avant 1940. La III^e République, en 1875, a empêché le vote des femmes par sa constitution et l'égalité entre Sénat et Chambre des Députés. Aucune loi ne pouvait se faire sans double accord.

Le débat parlementaire commence en 1906 avec un député de droite chrétienne,

qui propose « d'accorder aux femmes le droit de vote dans les élections aux conseils municipaux, aux conseils d'arrondissement et aux conseils généraux ».

Ferdinand Buisson, un pilier du Parti radical, trace en 1909 la stratégie jusqu'en 1944: gagner du temps. Des femmes électrices, mais non éligibles, sans participer aux législatives ou aux sénatoriales. De 1919 à 1940, le suffrage universel se heurte six fois au refus du Sénat de l'inscrire à l'ordre du jour. Même après la loi du Front Populaire le 31 juillet 1936, quand trois femmes sont ministres sans être élues, Léon Blum cède devant ses alliés radicaux.

Le radicalisme opportuniste

L'Humanité de Jaurès en 1904, la SFIO en 1905, la guerre de 14, la Révolution de 1917, le Congrès de Tours en 1920, la montée de la CGT-U et des grèves, ont repoussé le radicalisme aux marches de la gauche. Sous différentes étiquettes « rad-soc », ses élus forment les centres, de droite ou de gauche. Leur doctrine est élastique, avec un État fort modéré par le « solidarisme » de Léon Bourgeois et la franc-maçonnerie. L'ensemble tient sur trois piliers majeurs: la République, la laïcité et la propriété privée.

Les radicaux ont des certitudes: si les femmes votent, leur éducation catholique les mettra dans le camp de l'Église; leurs capacités intellectuelles sont incompatibles avec la politique; l'accès au pouvoir leur fera prendre la place des hommes. En clair, la fin du marais centriste et sa position charnière de faiseur de gouvernements.

La commission du CFLN le 24 mars 44 est historique. Le sénateur corse Paul Giacobbi, poids lourd du radicalisme, tonne pour refuser les droits civiques des femmes. Le communiste Fernand Grenier présente un amendement. Giacobbi est battu par 51 voix contre 16. « Les communistes et les socialistes ont voté pour, les gaullistes et les résistants indépendants apparaissent divisés ». (1)

Les résistantes s'imposent

« Les Jours Heureux » n'accordent pas le suffrage universel, en raison de l'opposition du radical Paul Bastid. La règle de l'unanimité du CNR lui donne une capa-



Août 1944: défilé de résistantes communistes à Marseille (DR)

cité de blocage malgré son faible poids dans la Résistance.

De Gaulle sait que le débarquement en France est affaire de quelques semaines ou mois. Comment peut-il empêcher les Américains ou la Résistance communiste FTP de prendre le pouvoir à Paris quand il est à une Méditerranée d'écart? En ouvrant un conflit avec le PCF ou en montrant au futur électorat féminin que le gaullisme est l'avenir de la femme?

La réalité du CNR parle aussi. Depuis mai 43, le Front National (communiste) et la CGT, réunie par les Accords du Perreux, progressent dans l'opinion par leur rôle dans la lutte armée, avec une forte présence de résistantes, qui paient un lourd tribut d'arrestations, de déportations et d'exécutions. Depuis la Libération, la saga gaulliste a fait de l'ordonnance d'avril 44 un certificat de féminisme pour le Général. C'est en réalité l'oeuvre de la Résistance. Ceci n'enlève rien au mérite du signataire. De Gaulle avait compris qu'aucun régime ne pouvait plus permettre à des gens comme Paul Giacobbi ou Paul Bastid de contester leurs droits à Martha Desruaux ou Marie-Claude Vaillant-Couturier, si elles revenaient de Ravensbrück.

(1) - « La citoyenneté interdite ou les enjeux du suffragisme », Florence Rochefort in « Vingtième Siècle, revue d'histoire », n°42, avril-juin 1994, p. 41-51.

Gilbert Dubant



Crédit photo: Fotosearch - GraphixObsession.

Votre organisation syndicale nous fait confiance, pourquoi pas vous ?

La Macif vous propose des solutions pour vous et votre famille : auto, habitation, santé, crédit...

Et aussi des solutions adaptées au monde de l'entreprise et des associations.

→ Pour plus d'informations : macif.fr



La Macif,
c'est **vous.**

Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.



Les contrats santé distribués par la Macif sont assurés par une mutuelle régie par le Livre II du Code de la mutualité et adhérente à la Mutualité Française.

Les crédits à la consommation distribués par la MACIF sont des produits SOCRAM BANQUE, Société anonyme. Capital 70 000 000 €. RCS NIORT 682 014 865. Siège social : 2 rue du 24 février CS90000 79092 NIORT cedex 9. Mandataire d'assurance n° ORIAS 08044968 (www.orias.fr).

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort. Mandataire exclusif en opérations de banque et en services de paiement pour le compte de Socram Banque. N° Orias 13005670 (www.orias.fr)